

Chères citoyennes, chers citoyens,

Battu le 9 juin, Macron cherche à s'en sortir. Avec la dissolution de l'Assemblée nationale, il risque de porter au pouvoir l'extrême droite. Mais Le Pen, Bardella et Zemmour, qui se disent patriotes ne veulent pas sortir de l'euro, de l'Union européenne, ni de l'OTAN, ni du capitalisme.

Nous sentons tous que notre situation se dégrade, que nos enfants risquent de vivre plus mal que nous et que notre France va mal.

Les grands actionnaires et patrons entassent des profits monstrueux et profite de la « construction » européenne et de la mondialisation capitaliste. Les marchands de missiles se gavent comme jamais par la marche à la guerre programmée par l'Union européenne et l'OTAN.

Face à cela que proposent Macron, l'extrême droite, la droite, et même la « gauche » ?

L'industrie française, l'artisanal et l'agriculture sont en faillite. Les salaires sont bloqués. La jeunesse est précarisée. Les conditions de travail se dégradent. Les protections sociales contre le chômage et la maladie sont détruites. Nos retraites sont en voie de suppression. Les services publics sont détruit pour mieux préparer leur privatisation future.

A cela s'ajoute l'envoi irresponsable d'armes et bientôt de troupes françaises au régime ukrainien. Tout cela nous mène à un affrontement suicidaire entre la France et d'autres puissances nucléaires !

L'Alternative Rouge et Tricolore portée par le PRCF travaille à reconstruire un Parti communiste en France avec des militants issus du monde du travail et qui ne sont pas des politiciens professionnels.

Unissons-nous pour construire une République indépendante, une et indivisible, populaire et pacifique, libérée de l'Union européenne et de l'OTAN et en rupture avec le capitalisme!

Le PRCF propose:

La sortie de l'Union Européenne et de l'Euro.

La sortie de l'OTAN.

La nationalisation démocratique des banques et des grandes entreprises.

La démocratisation de la vie publique.

Le rétablissement de la retraite à 60 ans et le retour au remboursement des soins à 100% par la Sécurité sociale;

La reconnaissance immédiate de l'Etat Palestinien.